

PCF

Parti
Communiste
Français

L'Humain d'abord

**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 7 au 20 mai 2012 – n°98**

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Une victoire qui ouvre un nouvel espoir en France et en Europe

Pierre Laurent Secrétaire national du Parti Communiste Français

En élisant aujourd'hui 6 mai, François Hollande président de la République, le peuple de France s'est libéré d'un pouvoir qui l'a méprisé et agressé pendant 5 ans. Je veux dire la joie des communistes qui ont combattu sans relâche Nicolas Sarkozy et sa politique et qui ont œuvré de toutes leurs forces à cette victoire.

Je veux féliciter François Hollande pour son élection. Les femmes et les hommes qui se sont rassemblés sur sa candidature pour infliger à Nicolas Sarkozy la défaite qu'il méritait ont ouvert un nouvel espoir en France, et en Europe.

Je veux remercier les millions d'électrices et d'électeurs du Front de gauche qui ont apporté une contribution décisive à ce résultat. Sans la campagne mobilisatrice menée par le Parti Communiste Français et ses partenaires du Front de gauche avec leur candidat commun, Jean-Luc Mélenchon, sans les propositions de notre programme, L'Humain d'abord, sans notre engagement déterminé entre les deux tours, la victoire n'aurait pas été possible. Elle ouvre un nouveau chapitre pour notre pays. François Hollande est le premier président élu par les électrices et les électeurs de gauche depuis 24 ans.

Il était indispensable de mettre un terme à une présidence au service des privilégiés, prenant systématiquement pour cible le monde du travail, ses droits sociaux et démocratiques, les libertés démocratiques.

Il était indispensable que le coauteur, avec Angela Merkel, d'un traité européen promettant l'austérité à perpétuité aux peuples et les pleins-pouvoirs au capitalisme financier, soit désavoué par son propre peuple.

À tous les peuples d'Europe qui attendaient ce signe de la France, je dis : ensemble, il redevient possible de faire reculer la dictature financière qui nous menace tous ; ensemble, nous pouvons relancer le combat pour une Europe démocratique, une Europe de justice sociale, de développement solidaire et écologique.

Oui, ce 6 mai 2012, nous avons remporté une première bataille capitale. Un président de gauche siège à l'Élysée. La gauche doit sans tarder répondre aux urgences sociales qui n'attendront pas. Des mesures immédiates pour les salaires, pour la relance du pouvoir d'achat, pour la lutte contre le chômage et la renégociation d'un traité européen doivent être prises.

S'ouvre dans le même temps une nouvelle bataille, celle des élections législatives dont va maintenant dépendre la possibilité de maintenir grande ouverte la porte du changement.

Il faut maintenant élire à l'Assemblée nationale une majorité de gauche qui soit à la hauteur de la situation et compte pour cela en son sein les députés prêts à voter les lois sociales et démocratiques sans lesquelles le changement ne sera rien.

Il faut de très nombreux députés qui n'aient pas une seconde d'hésitation pour abroger les lois scélérates du quinquennat Sarkozy et des dix années de droite au pouvoir.

Il faut de très nombreux députés pour reprendre le pouvoir sur le secteur bancaire et financier, pour mettre en place un pôle public de la banque et du crédit.

Il faut de très nombreux députés favorables au relèvement significatif du SMIC et des salaires, décidés à engager le retour de la retraite à 60 ans à taux plein pour tous, à interdire les licenciements boursiers, à relancer l'emploi industriel et les services publics.

Il faut de très nombreux députés qui aient le courage de soumettre au vote des droits nouveaux pour les salariés du public comme du privé, pour les travailleurs indépendants à l'avenir précaire, pour les jeunes qui méritent mieux que l'apprentissage à vie, pour les femmes dont les salaires sont toujours largement en deçà de ceux de leurs collègues masculins.

Les menaces de la droite et de l'extrême droite pour empêcher ces changements ne sont pas mortes avec la défaite de Nicolas Sarkozy. Leurs candidats aux élections législatives doivent être partout battus, et il faut barrer la route à l'entrée du FN à l'Assemblée nationale. Partout où elle a eu cette possibilité en Europe, l'extrême droite a aggravé les reculs sociaux. Il n'en sera pas ainsi en France, le PCF et ses partenaires du Front de gauche s'y engagent.

Ce soir, j'appelle les candidates et candidats du Front de gauche aux élections législatives à repartir partout au combat pour rassembler autour de ces objectifs l'ensemble des électrices et des électeurs qui ont permis la victoire à l'élection présidentielle.

J'appelle l'ensemble de ces électrices et électeurs, pour garantir le changement, à mettre les candidats du Front de gauche en tête de la gauche dans le maximum de circonscriptions, le 10 juin, et à en élire ensuite le plus grand nombre, le 17 juin prochain.

Agenda

Réunion Indignés le lundi
18H30 Local association
présence africaine 16bis
rue des carrières Annecy le
Vieux

Réunions soutien aux
Roms au campement 17H30
tous les soirs sauf manifs
Lundi 7 mai 19h Librairie
Payot à Genève : Antoine
Peillon 'Ces 600 milliards
qui manquent à la France'
Douvaine, prochaine soirée
JEU (Jardin d'Échange Uni-
versel) : saison jardin,
échanges de plants

Mardi 8 mai 11h Cérémo-
nie commémorative 8 mai
1945 Jardin du 8 mai 1945
Cran-Gevrier « Combat-
tants d'ici et d'ailleurs »
« Vivre ensemble »

Mercredi 9 10H30 rassem-
blement Préfecture Annecy
pour les Roms

18H30 réunion mouvement
de la paix local FSU

19H Assemblée Citoyenne
Annecy au Dersim Meythet
20H Alterlocal projection
Vol au dessus d'un nid de
coucou

20h Maxilly, salle des fêtes,
soirée de l'association Non
aux Gaz de Schiste

Jeudi 10 20h30 Agora Bon-
neville Entre les bras – La
cuisine en héritage

Samedi 12 mai 14 h mairie
de Draillant, première édi-
tion du TROC'LIVRES

<http://cc-collinesduleman.fr/>

**Annecy dès 11h au Pâ-
quier grand rassemble-
ment festif et revendicatif
contre les Gaz de
Schiste.**

Lundi 14 mai 20h Repaire
de Là-Bas si j'y suis
Fillinges, bar le Monaco
face à l'église

**Mardi 15 mai 20h salle
Pierre Lamy Annecy Dé-
bat public avec les candi-
dats aux législatives LE
SOCIAL : Emploi, Inégali-
tés, Relations Nord-Sud
Ouest-Est**

Abrogation de la loi sur le harcèlement sexuel, inconséquent et irresponsable

Le Conseil Constitutionnel, saisi par un ancien député condamné pour harcèlement sexuel, a purement et simplement abrogé la loi concernant cette violation de l'être humain, c'est irresponsable. Si une association de victimes de harcèlement avait également alerté le conseil constitutionnel sur le caractère flou de la définition du harcèlement sexuel, il est évident que le vide juridique immédiat créé par la décision du conseil constitutionnel est dangereux.

Avec cette décision, aucun recours n'est possible pour les femmes victimes de harcèlement. Les procès en cours sont désormais caducs. Les auteurs de harcèlement sexuel sont absouts de toutes poursuites et resteront impunis.

Cette décision lourde de conséquences pour les femmes nous laisse entrevoir une fois de plus la banalisation du machisme et des violences qu'elles subissent.

Le Conseil constitutionnel aurait dû attendre la mise en œuvre d'une législation à la hauteur des enjeux, comme le réclament de nombreuses associations féministes. Nous les soutenons totalement.

Ainsi, nous demandons, dans l'immédiat, que le Conseil constitutionnel revienne sur sa décision et que la loi actuelle, même imparfaite, continue à être appliquée jusqu'au vote d'une nouvelle loi.

Cela devra être l'une des priorités de la future Assemblée Nationale, c'est ce que portent les candidates et candidats communistes avec le Front de Gauche aux élections législatives.

Pour le PCF, Laurence Cohen, responsable de la Commission « droits des femmes/féminisme »,

Hospitalisation d'office : le PCF se félicite de la décision du Conseil constitutionnel

Le Conseil Constitutionnel, vient de considérer inconstitutionnels un certain nombre d'articles concernant la Loi du 5 juillet 2012 sur les soins psychiatriques sans consentement. Le législateur ayant jusqu'au 1er octobre 2013 pour y remédier. Le PCF se félicite de cette décision.

Il vient, par là, confirmer comme nous le dénonçons que cette loi porte atteinte aux libertés fondamentales. Rappelons que dès son annonce lors du discours du 2 décembre 2008, nous nous sommes opposés avec d'autres – notamment les collectifs « Contre la politique de la peur » et des « 39 contre la nuit sécuritaire » - à la volonté de faire passer la psychiatrie d'une logique sanitaire au service de nos concitoyens en souffrance psychique à une logique policière de contrôle social.

Pour le PCF, il ne s'agit pas d'adapter cette loi, mais de l'abroger en sa totalité. Nous exigeons notamment la suppression de la « garde à vue psychiatrique » de 72 heures, des soins ambulatoires sans consentement, et du fichier des antécédents psychiatriques. A charge pour le législateur de réglementer l'intervention du juge des libertés.

Le futur gouvernement devra donner les moyens de son application que ce soit au niveau de la justice, comme des services de psychiatrie.

Au-delà de l'abrogation de la loi du 5 juillet 2012, nous proposons d'ouvrir un large débat pour définir un grand projet politique pour une psychiatrie humaniste et accueillante.

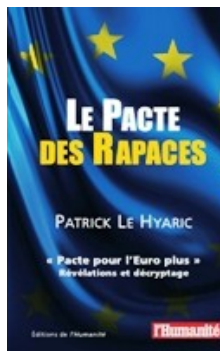
Comme le disait Bonnafé, « un pays se juge à la manière dont il traite ses fous. » c'est pourquoi nous ferons de cette question un des axes essentiels des réformes de la majorité de gauche au Parlement.



A lire

L'Humain d'abord, tel est le titre du programme partagé du Front de Gauche, déjà 400.000 vendus! Demandez-le aux militants du PCF. Prix : 2€.

Le Pacte des Rapaces (sur le pacte euro+)



SNCM : Pierre Laurent interpelle l'ensemble de la gauche sur le transport maritime

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, et Isabelle Pasquet, sénatrice des Bouches-du-Rhône, ont reçu ce matin à Paris une délégation de marins des ports de France et de représentants de la Fédération nationale des syndicats maritimes. Alertés sur les menaces qui pèsent sur l'emploi, les droits sociaux et les conditions de travail des marins, Pierre Laurent et Isabelle Pasquet ont confirmé la détermination du PCF et de ses parlementaires à agir avec le Front de gauche pour mettre à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée nationale la proposition de loi déposée par le groupe Communiste, républicain et citoyen, le 22 mars dernier au Sénat, visant à imposer le pavillon français de premier registre à toutes les compagnies françaises et communautaires, basées en France, qui opèrent dans les secteurs de navigation exclus du Registre international français (RIF).

Pierre Laurent et Isabelle Pasquet ont rappelé que le PCF interpelle l'ensemble des formations de gauche pour qu'elles s'engagent sur cette proposition et qu'elles l'inscrivent au rang des premières priorités d'une majorité de gauche à l'Assemblée nationale. Il en va de l'avenir des ports français et de leurs salariés, de l'avenir de la filière française du transport maritime.

Égypte: le PCF exprime son inquiétude devant les provocations et les violences

Un climat de haute tension persiste en Égypte à l'approche des élections. Vingt personnes ont été tuées et des dizaines blessées mercredi au Caire par des attaquants «non identifiés» visant un rassemblement populaire d'opposition au pouvoir militaire. Ce drame fait suite à d'autres confrontations. De lourds soupçons pèsent sur l'armée dans ces tensions internes depuis l'éviction de Moubarak.

Le PCF exprime sa vive inquiétude devant de tels provocations et de telles violences dont les auteurs et les commanditaires doivent être poursuivis et condamnés comme le demandent les démocrates d'Égypte qui appellent à la tenue d'élections démocratiques dans la sérénité et la transparence. Il réaffirme sa solidarité avec les forces progressistes égyptiennes qui agissent pour un État de droit, pour la démocratie, pour la justice sociale, pour plus d'égalité et pour les droits des femmes.

Huma du jour et de la semaine



L'Humanité du 7 mai 2012

Dans l'Humanité Dimanche du Jeudi 3 mai 2012, L'événement Le 6 mai : tourner la page du sarkozysme 2e Tour Hollande creuse son sillon Jusqu'au bout, le candidat socialiste aura tâché de tenir une ligne de crête étroite entre rigueur et espoir. Dernière illustration ce soir à Toulouse pour son ultime grand meeting de campagne. Présidentielle Le Front de gauche ne lâche rien contre Sarkozy

Les chiffres du second tour de la présidentielle

François Hollande a été élu président de la République avec 51,7 % des voix (soit 17,8 millions de voix) devant Nicolas Sarkozy (48,3 % des suffrages exprimés, soit 16,7 millions de voix).

■L'abstention

Les électeurs se sont massivement déplacés dimanche pour élire le socialiste septième président de la Ve République, puisque le taux d'abstention s'est établi à 18,97 %. Un taux inférieur au second tour de la présidentielle de 2007 (83,97 %), mais supérieur à celui du premier tour de 2012 (79,5 %).

■Votes blancs ou nuls

Pour ce second tour, 2,1 millions d'électeurs ont voté blanc ou nul, soit près de 5,8 % des votants. Une proportion plus importante qu'en 2007, où ils étaient 1 568 426 d'électeurs (4,2 %), selon les chiffres du ministère de l'intérieur.

Lors des seconds tours des présidentielles de 1995 (Jacques Chirac face à Lionel Jospin) et de 2002 (Jacques Chirac face à Jean-Marie Le Pen) on avait des taux comparables, avec respectivement 5,97 % et 5,38 % de votes blancs ou nuls exprimés.

Grèce : une vague rouge roule sur la Vouli

Les résultats, en Grèce, donnent le parti Nouvelle Démocratie en tête, mais avec le score le plus faible de son histoire. Le Pasok – social-démocrate – s'effondre. Les néonazis font leur entrée au Parlement. La gauche, qui a toujours combattu l'austérité et les politiques des mémorandums, progresse fortement, et plus particulièrement Syriza, la coalition de gauche dont la principale composante, Synaspismos, est membre du PGE. C'est un signal fort que les électeurs ont envoyé aux partis. Seront-ils entendus ?

Vendredi soir, lors du dernier meeting de campagne du Pasok, le parti arrivé en tête des élections en octobre 2009, le leader, Evangelos Venizelos, voulait y croire. Croire que son parti n'allait pas s'effondrer, que les urnes ne sanctionneraient pas la politique menée présentée comme « la seule » possible, croire, aussi, que l'élection de François Hollande aurait des répercussions sur le Pasok – le PS et le Pasok sont membres de l'Internationale socialiste. Il n'en fut rien.

Au soir du scrutin en Grèce, il est évident que le parti social-démocrate grec s'est effondré. Alors qu'il se partageait, depuis la chute des colonels, en 1974, le pouvoir avec Nouvelle Démocratie (ND, droite), qu'ils recueillaient à eux deux jusqu'à 80% des voix, ils peinent à atteindre 40%.

Dès vendredi soir, pourtant, quelques signaux donnaient la tendance. « Oui, il y a malheureusement plus de journalistes que de militants sur la place Syntagma », reconnaissait une candidate distribuant ses tracts. A la question : « allez-vous voter pour le Pasok ? », une jeune femme répondait : « Non, surtout pas ! Je suis là pour aider le député car il est le père de mon ami ».

C'est effectivement la fin d'un système politique que les Grecs ont demandé : celui des petits arrangements entre amis dont les élections et les campagnes précédentes représentaient, en quelque sorte, le concentré.

C'est surtout la fin de l'austérité appliquée depuis plus de 2 ans et demi qu'ils ont revendiquée. Depuis que la Grèce a pris connaissance de la réalité des comptes publics en octobre 2009, qu'elle a subi les attaques des marchés, et plus encore depuis qu'elle a fait appel à la troïka (BCE, Commission, FMI) en mai 2010, les coupes budgétaires, baisses des pensions, des salaires, des minimas sociaux, hausse des impôts et des taxes, privatisation se multiplient. Tous les partis qui se sont exprimés pour cette politique essuient une sérieuse déculottée : ND et le Pasok en tête, ainsi que le Laos (extrême-droite). Ces trois partis ont participé au gouvernement d'union nationale mis en place en novembre 2011. **ND** obtient ainsi – à l'heure où nous écrivons ces lignes – **20%** (33,47% en 2009), le **Pasok 14%** (43,92% en 2009), et le **Laos 2,89%** (5,63% en 2009). Le Laos ne devrait donc pas faire son entrée au Parlement car il ne franchit pas la barre des 3% nécessaire.

Les néo-nazis de **Chryssi Avghi** obtiennent, eux, des sièges au parlement. Ils auraient recueilli **6,8%** des voix. « Tous ceux qui ont voté Chryssi Avghi ne sont pas des fascistes. Ce sont des gens qui voulaient exprimer leur rage ; c'est un vote anti-système. Beaucoup vont réaliser que Chryssi Avghi est un parti néofasciste » explique à l'Humanité Panagiotis Sotiris, professeur à l'université d'Égée. Autre vote qui frise avec le refus du système et repose sur un moteur nationaliste : celui pour les **Grecs indépendants**. Ce parti, scission de ND, recueille **10,3%** des suffrages selon les premières données du Ministère de l'Intérieur.

Dans ces conditions, la vraie victoire est celle de la gauche dans son ensemble. Le **KKE**, qui recueille **8,4%** des voix, progresse de près d'un point par rapport à 2009 (7,54%). La Gauche démocratique, scission de Synaspismos en 2010, recueille 6% des voix. Quant à **Syriza**, la coalition de gauche dont la principale composante est Synaspismos, il triple son score de 2009 passant de 4,6% à **15,8%**. Une formation anticapitaliste, Andarsia, n'entrera pas mais progresse. Une vague rouge roule sur la Vouli. Elle n'est toutefois pas suffisante pour que la gauche puisse gouverner.

Pour Panagiotis Sotiris, ces élections sont « un désastre pour le Pasok. Cette augmentation de la gauche est importante. Le message est qu'il n'est pas possible de continuer sur cette voie. »

Ce message, il semble qu'il peine à arriver aux oreilles des dirigeants des partis de gouvernement. Ainsi, le leader de la droite gouvernementale Antonis Samaras, arrivé en tête des élections législatives en Grèce, a proposé la formation « d'un gouvernement de salut national » pour permettre le maintien de la Grèce dans l'euro. Evangelos Venizelos, le chef du Pasok qui a enregistré une défaite historique, a appelé à la formation d'un « gouvernement d'union nationale pro-européen » pour sortir le pays de l'impasse. Ce ministre des Finances de l'équipe sortante qui a négocié avec UE et FMI un deuxième plan de sauvetage du pays, a certes reconnu qu'une telle tâche serait « difficile », au vu du séisme électoral en Grèce. Mais « le changement radical de la scène politique ne signifie pas la fin de la crise, la crise est en pleine évolution », a-t-il souligné. Il a oublié d'ajouter qu'une crise politique profonde pourrait être la conséquence de ces résultats... eux-mêmes pervertis par un système électoral qui favorise le parti arrivé en tête, quelque soit sa réelle implantation politique. Car tout gouvernement qui maintiendrait la politique d'austérité renierait profondément les signaux envoyés par les électeurs. En Grèce, derrière la joie liée aux résultats, l'inquiétude reste de mise.

Une bonne raclée pour Cameron et les conservateurs anglais

La gauche britannique a infligé une rouste au Premier ministre David Cameron et à son parti conservateur au pouvoir lors des municipales de jeudi.

L'opposition travailliste a pris le contrôle de 32 conseils municipaux supplémentaires et décroché plus de 800 sièges, notamment dans le sud, traditionnel bastion conservateur, tandis que les Tories ont perdu 12 conseils et plus de 400 postes. Le Premier ministre a même eu la désagréable déconvenue de voir son parti perdre des sièges dans la circonscription de Witney (sud) dont il est député.

Seule Londres reste à droite

"La coalition humiliée par le sursaut travailliste", assène samedi le Times, proche des conservateurs, notant que David Cameron a subi sa pire nuit électorale depuis qu'il dirige les Tories" en 2005. Seule bonne nouvelle côté conservateur: la réélection de l'anticonformiste Boris Johnson dans la capitale qui s'apprête à recevoir les jeux Olympiques.

Mais là encore, cette victoire a un goût amer, les résultats étant en deça des estimations des sondages: 51,5% pour le blond Boris Johnson, contre 48,5% pour le "rouge" Ken Livingstone, surnommé ainsi à cause de ses anciennes sympathies trotskistes.

Une claque à mi-mandat

La défaite aux élections municipales de jeudi des partis conservateur et social-démocrate intervient à mi-mandat pour la coalition gouvernementale qu'ils forment depuis mai 2010. Les législatives sont programmées pour 2015.

Cette déconvenue tombe aussi à un moment où M. Cameron accumule les difficultés. "La pression augmente pour Cameron après la raclée électorale", estime le Guardian, proche de l'opposition. Même constat pour le conservateur Daily Telegraph, qui parle aussi de "raclée": "Les gros nuages continuent de s'amonceler au-dessus du 10" Downing Street:

- le Royaume-Uni est de nouveau entré en récession en début d'année, plus de 2,65 millions de personnes pointent au chômage,
- les interrogations se multiplient sur les relations qu'entretenaient le gouvernement et le groupe de presse de Rupert Murdoch, au cœur d'un scandale d'écoutes téléphoniques.

Virage à droite pour Cameron?

Au vu des résultats de jeudi, plusieurs voix se sont élevées chez les Tories pour demander un coup de barre à droite, alors que l'UKIP, parti anti-européen, a enregistré ses meilleurs résultats à des élections locales et les "lib-dém" leurs pires depuis leur création en 1988.

"Le Number 10 (Downing Street) a besoin d'écouter plus souvent les députés conservateurs (...), et moins souvent les partenaires subalternes de la coalition", a conseillé le député tory Mark Pritchard. Des élus conservateurs ont appelé M. Cameron à une position plus ferme sur le mariage homosexuel et la réforme de la Chambre des Lords - auxquels sont favorables les "lib-dém" - mais aussi sur l'Europe et l'immigration.

La faute de la crise pour Cameron

David Cameron semble pourtant décidé à conserver son cap, et attribue le revers électoral au contexte économique. "Nous devons prendre des décisions difficiles face à la dette, au déficit et à une économie en pièces héritée (du précédent gouvernement travailliste), et nous continuerons à prendre ces décisions nécessaires", a-t-il déclaré vendredi..

6 mai 2012, En France et en Europe, une journée victorieuse pour les peuples !

(Jeunes Communistes)

Avec une participation historique, le vote d'aujourd'hui marque une défaite claire du Président-Candidat. L'élection de François Hollande marque l'ouverture d'une nouvelle page politique pour notre pays.

Ça y est, Nicolas Sarkozy, le serviteur zélé des plus riches a été battu ! Dix ans que lui et sa clique haineuse et décomplexée occupaient les hautes fonctions de l'État. Le score est sans appel, le peuple voulait en finir avec cette décennie à sens unique pour les capitalistes et les semeurs de haine. S'il faut célébrer la défaite du président des riches, il faut aussi prendre conscience des dégâts menés par sa politique faite de régressions sociales et démocratiques. L'éducation a été démantelée pour l'adapter aux marchés, le travail mis en pièce (explosion de la précarité, un million de chômeurs en cinq ans) pour des profits record et des cadeaux fiscaux aux plus riches.

Dans le même temps, toutes les résistances ont été méprisées, la droite n'hésitant pas à jouer la carte de la division et à rompre toutes les digues avec l'extrême-droite (contre les jeunes, les chômeurs, les étrangers) jusqu'à user d'accents pétainistes dans les dernières semaines. Clairement, ce bilan a été rejeté mais les séquelles sont profondes. Tous nos combats, dont les jeunes ont souvent les fers de lance, ont participé de la construction de la défaite de Nicolas Sarkozy.

L'austérité est illégitime en Europe !

Cette défaite doit briser définitivement le cycle d'austérité imposé à toute l'Europe. Alors que les partisans de l'alliance Fond Monétaire International - Commission Européenne - Banque Centrale Européenne sont humiliés ce soir en Grèce, il est temps d'entendre la voix des peuples ! Pendant 5 ans, la France et l'Allemagne ont voulu imposer un modèle de réduction général des droits, des casse des solidarités et de baisses des salaires quitte à mépriser les votes des peuples d'Europe contre les différents traités européens qui incarnent ces politiques.

Cette dictature aux ordres des spéculateurs et des actionnaires dont Nicolas Sarkozy était le valet avec sa complice Angela Merkel est vaincue dans les urnes. Pour les jeunes, partout en Europe, ce jour marque le début d'une reconquête de notre avenir. Le nouveau Traité Européen rédigé par le couple infernal et tous les dispositifs qui l'accompagnent sont désormais illégitimes. C'est une immense victoire pour construire des nouvelles coopérations entre les peuples d'Europe fondées sur l'exigence de démocratie, de justice et de solidarité !

Une victoire qui appelle à de nouvelles mobilisations !

Nous appelons tous les jeunes de France à se mobiliser dès maintenant pour refuser l'impasse de l'austérité et la politique de la peur de l'UMP et du Front National.

Pour Pierrick Annot, secrétaire général du Mouvement Jeunes Communistes de France : « Les signes évidents de rapprochements entre la droite et l'extrême droite appellent à une très forte vigilance. Nous serons de tous les combats pour barrer la route aux idées de haines et de régressions. Pour battre définitivement Nicolas Sarkozy et tourner la page de ces dix dernières années construisons une majorité pour le prochain parlement qui affirme clairement son ambition de renverser le pouvoir des marchés financiers pour rendre le pouvoir au peuple.

Pour sortir les jeunes de notre pays du chômage de masse ou des emplois bidons, pour redonner à nos formations l'objectif de former chacun avec ambition, pour rendre réels les droits d'accéder au logement, à la santé, à la culture, le 10 et le 17 juin votons pour les candidats du Front de Gauche. Nous avons changé de président, changeons de politique ! »

Tous à vos kiosques ! L'Humanité fait peau neuve.

Avec chaque jeudi, Cactus, le supplément polémique. Chroniques, dessins, prises de bec... sans un gramme de pensée unique.



Jusqu'en juin 2012 : Portraits de la France populaire: nos enquêtes au plus près des Français.

Et bien d'autres choses. A suivre...